



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4020 LIEGE
P 001436



N° 149

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Liège - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Comme notre rapport international vient de sortir pour l'année 2023 et que les articles disponibles sur les dernières activités de PBI ou la situation des droits humains ne sont pas très nombreux en cette période estivale qui se termine, nous nous proposons de nous focaliser dans ce bulletin sur différents aspects du travail qu'effectue PBI en faveur des organisations et personnes qu'elle accompagne dans le cadre de ses projets à travers le monde. Ce rapport international, disponible en anglais et en espagnol sur internet, évoque des faits moins récents, puisqu'ils datent de l'an dernier, mais il présente une synthèse des stratégies que PBI met en place pour protéger ces défenseur(e)s des droits humains : en particulier, l'accompagnement physique, le développement de capacités, la sensibilisation et le plaidoyer politique local et international.

Dans ce numéro comme dans le rapport annuel, on se rend bien compte de la diversité des activistes non-violent(e)s accompagné(e)s par PBI : il y a, d'une part, des défenseur(e)s du territoire, de l'environnement et des droits des peuples autochtones ; d'autre part, des militant(e)s des droits des femmes et de l'égalité de genre ; mais encore des défenseur(e)s de la paix, de la justice et de la démocratie. Parce que nous ne pouvons pas parler de tout le monde, nous épinglerons deux cas : l'histoire de Christopher Castillo au Honduras, en lutte contre les Zones d'Emploi et de Développement Économique (ZEDEs) qui menacent l'intégrité des territoires et des biens communs de sa communauté, ainsi que l'engagement de Yanette Bautista en faveur de la reconnaissance et de la protection des femmes recherchant des proches disparus en Colombie.

Pour réduire les menaces pesant sur les activistes et influencer les politiques au niveau local comme international, PBI ne cesse de développer des stratégies, telles que, par exemple, des tournées de plaidoyers. Les deux derniers articles du présent numéro en témoignent, l'un en français et l'autre en néerlandais, mais tous les deux évoquent les voyages de sensibilisation de deux défenseur(e)s des droits humains kényans en Europe.

En découvrant la une de notre bulletin, vous aurez sans doute remarqué, en haut à gauche, l'apparition d'un nouveau sigle. A l'instar d'autres organisations, PBI vient de renouveler son logo, valable pour ses diverses entités. L'ancien sigle, encore présent en bas à gauche, disparaîtra tôt ou tard. Hasard ou pas, ce renouvellement s'accompagne d'un changement considérable sur les sites web de notre organisation internationale comme nationale. Même s'ils sont encore incomplets, nous vous invitons à les découvrir : <https://peacebrigades.org> et www.pbi-belgium.org. Bonne lecture !

Au sommaire

Honduras

Portrait de l'activiste Christopher Castillo et accompagnement de PBI en sa faveur
Page 2

Colombie

Portrait de la militante Yanette Bautista et action de PBI en faveur du travail de mémoire
Page 3

Mexique

Une présidente pour protéger les femmes de la violence ?
Page 4

Kenya/Kenia

Speaking tour de deux activistes luttant contre les disparitions forcées
Page 5

Lobbytour van Perpetua en Bernard over politiegeweld en Community Social Justice Centers

Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Honduras

Portrait de l'activiste Christopher Castillo et accompagnement de PBI en sa faveur

En tant que coordinateur général de l'Alternative pour les revendications communautaires et environnementales du Honduras (ARCAH), l'activiste hondurien Christopher Castillo dirige le mouvement contre les Zones d'Emploi et de Développement Economique (ZEDE). Comme il est devenu une cible dans sa lutte pour la défense des droits fonciers, PBI accompagne son organisation et ce leader.

L'activiste

Coordinateur général de l'Alternative pour les revendications communautaires et environnementales du Honduras (ARCAH), Christopher Castillo, dirige le mouvement contre les Zones d'Emploi et de Développement Economique (ZEDE). L'ARCAH est un mouvement social aux racines anticapitalistes, antiracistes, antipatriarcales, anticolonialistes et anti-classes, qui cherche à défendre les territoires et les biens communs contre tout projet menaçant la paix et la cosmovision des communautés. Depuis sa fondation en 2017, les membres de l'ARCAH ont lutté contre le barrage de Jiniguare, l'entreprise avicole El Cortijo, les ZEDE et d'autres projets à Francisco Morazán, Comayagua, Cortés et Olancho, toujours sur la base de la résistance et d'un lien permanent avec la terre.



L'activiste Christopher Castillo au Congrès américain

Les ZEDE

Les ZEDE sont des zones qui fonctionnent comme des territoires indépendants au sein du Honduras et non soumis à la législation hondurienne, ce qui crée un environnement favorable à l'exploitation. Il existe actuellement trois ZEDE au Honduras : à Choloma, à San Marcos de Colón et à Roatán. Ce nouveau modèle économique menace d'engloutir jusqu'à 35 % du pays. Ces développements déplacent des communautés afro-descendantes et indigènes entières qui ont des liens ancestraux et des droits sur les terres qu'elles habitent.

Christopher Castillo et d'autres membres de l'ARCAH ont été pris pour cible en raison de leur rôle de leader dans la lutte contre ces zones qui sont soutenues par certaines des entreprises les plus riches et les plus puissantes au monde.

Les défis

Le Honduras est l'un des pays les plus dangereux au monde pour la défense des terres et des territoires, avec plus de défenseurs des terres tués par habitant que partout ailleurs dans le monde. Les attaques contre les défenseurs de la terre et du territoire se succèdent et visent à démanteler les processus de défense et à faire disparaître la résistance. Ces actions prennent généralement la forme de diffamation, de harcèlement, de répression, de criminalisation et d'assassinat de leaders communautaires.

Ces dernières années, les efforts de l'ARCAH pour défendre les territoires ont joué un rôle crucial dans la dénonciation des violations présumées des droits humains et de l'environnement, en particulier dans des cas tels que les ZEDE, qui ont été abrogées en avril 2022, et l'entreprise avicole El Cortijo à Loarque, située au sud de Tegucigalpa, entre autres. Le travail de plaidoyer de l'ARCAH a toutefois également donné lieu à des campagnes de diffamation, à des attaques et à des processus de criminalisation de membres de l'organisation.

Comment PBI soutient ce travail

Depuis septembre 2022, PBI au Honduras a accompagné ARCAH en fournissant des outils pour le renforcement organisationnel interne par le biais d'ateliers sur la sécurité, la protection et l'attention à soi. En mai 2023, PBI a coordonné aux États-Unis sept réunions pour Christopher Castillo avec des fonctionnaires du Département d'État et des conseillers du Congrès américain, ainsi qu'avec la CIDH. Par la suite, en juillet, PBI a organisé une réunion entre l'activiste, ses avocats et la CIDH. Lors de cette réunion, Christopher Castillo a décrit la série d'attaques dont lui et les membres de l'ARCAH avaient été victimes, ce qui a entraîné une demande de mesures de protection.

Mesures de précaution

La CIDH a accordé des mesures conservatoires à Christopher Castillo et à 10 autres membres de l'ARCAH. Plus tard en octobre, le défenseur des droits humains a participé à une tournée de sensibilisation aux États-Unis, organisée par PBI. Cet ensemble d'activités a eu un impact positif sur la réduction des risques auxquels l'organisation est confrontée, y compris l'expansion de son réseau de soutien en dehors du Honduras. En outre, au cours de sa tournée de sensibilisation facilitée par PBI à Washington en octobre, Christopher Castillo a rencontré Mary Lawlor, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits humains. Après la réunion, PBI à Washington a publié sur la plateforme X un texte de la Rapporteuse Lawlor exhortant l'État hondurien à garantir la sécurité de Christopher Castillo.

Article traduit du rapport annuel 2023



Colombie

Portrait de la militante Yanette Bautista et action de PBI en faveur du travail de mémoire

Fondatrice d'une association dédiée à la protection des droits humains des femmes et des familles confrontées à la disparition forcée d'êtres chers, l'activiste Yanette Bautista bénéficie d'un accompagnement de PBI depuis des années. En 2023, notre organisation a soutenu son travail législatif de même que d'autres actions de mémoire.

La militante

Yanette Bautista a créé la Fondation Nydia Erika Bautista, (FNEB) dédiée à la protection des droits humains des femmes et des familles confrontées à la disparition forcée d'êtres chers en Colombie. La fondation porte le nom de la sœur de Yanette, Nydia Erika Bautista, disparue le 30 août 1987. Avant l'initiative de Yanette, la Colombie ne disposait d'aucun moyen d'assistance dans ce domaine, ce qui l'a obligée à se frayer son propre chemin. Toutefois, ses activités de plaidoyer l'ayant mise en danger, Yanette a vécu en exil pendant huit ans et a continué à lutter pour les droits humains depuis l'étranger. Elle est retournée en Colombie en 2007 et, sous l'accompagnement protecteur de PBI, a poursuivi son travail dans son pays d'origine. En 2022, Yanette a porté son histoire devant le Congrès colombien, où elle a contribué à l'introduction d'un projet de loi visant à aider des milliers de femmes qui, comme elle, sont à la recherche de leurs proches disparus. Ce projet de loi vise à reconnaître et à protéger de manière exhaustive les droits des femmes et des jeunes filles.

pleurer leurs morts, mais aussi de ne pas pouvoir les embrasser. La plupart du temps, ce sont les femmes, individuellement ou collectivement, qui se consacrent à la recherche de leurs proches disparus. Cependant, la recherche d'un être cher qui a été victime d'une disparition forcée est pleine de risques et de dangers que ces femmes affrontent quotidiennement.

Comment PBI soutient ce travail

Dans le cadre des efforts de plaidoyer de PBI auprès des autorités colombiennes, de la communauté internationale et de la société civile, l'année 2023 constitue un jalon important pour le projet de loi n° 242, visant à protéger les femmes en quête d'informations, promu par la FNEB et d'autres organisations représentant les femmes et les parents de victimes de disparitions forcées. PBI a été et reste engagée à soutenir le processus d'adoption de cette législation. Tout au long de l'année 2023, nous avons été activement impliqués, plaidant en faveur de diverses initiatives politiques, y compris le soutien de la communauté internationale. À cette fin, nous avons organisé des réunions avec différentes entités internationales, notamment la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), ONU Femmes, le Bureau du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme en Colombie, le Comité international de la Croix-Rouge, 14 membres du Parlement européen, ainsi que les ambassades des Pays-Bas, de l'Irlande, des États-Unis, de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne. Nous avons également rencontré Caritas Allemagne, le Fonds norvégien et OXFAM, entre autres. Les prises de position collectives de ces entités ont joué un rôle fondamental dans l'avancement du projet de loi au Congrès.

Travail de mémoire

En 2023, PBI a aussi participé à diverses actions visant à la réconciliation et au travail de mémoire. Nous avons notamment accompagné la communauté de Cacarica et aidé à préparer le dialogue avec différents ministères. Dans le Bajo Atrato, nous nous sommes associés à la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJP) pour honorer, entre autres, la mémoire et ramener les restes d'Isaac Tuberquia, un défenseur des droits humains respecté de Curbaradó, mort en 1997, et apporter notre soutien aux familles victimes d'une disparition forcée.

Article traduit du rapport annuel 2023



L'activiste Yaneth Bautista au Congrès colombien

Contexte

En Colombie, les disparitions forcées restent un crime persistant, enraciné dans le long conflit armé du pays. Selon l'Unité de recherche des personnes disparues (UBPD), le conflit en Colombie a fait plus de 99 000 disparus dans tout le pays. Pour les familles des victimes, une disparition forcée est une mort vivante. Les proches vivent le paradoxe de ne pas pouvoir



Mexique

Une présidente pour protéger les femmes de la violence ?

Dans un pays où les femmes ont trop souvent peur de sortir de chez elles et de ne jamais y revenir, le vote féminin a été un facteur fondamental de l'élection de Claudia Sheinbaum, première femme présidente du Mexique. L'article ci-dessous du journaliste Clément Detry est repris au journal La Libre Belgique du jeudi 6 juin 2024.

Diana Rocio Ramirez a disparu en avril 2011, à l'âge de 19 ans, à l'époque où – malgré une mobilisation citoyenne et médiatique mondiale – rien ne semblait pouvoir arrêter la fureur meurtrière qui régnait contre la population féminine de Ciudad Juarez. Treize ans plus tard, cette ville industrielle frontalière avec l'ouest du Texas est toujours un espace où les femmes rasent les murs, et ce même si Claudia Sheinbaum, la première femme présidente du Mexique, y a obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés lors de l'élection présidentielle de dimanche dernier.

Enrayer la négation du phénomène des féminicides

La mère de Diana, pourtant, n'a jamais cessé de remuer ciel et terre pour la retrouver, arpentant les morgues et les cimetières, creusant à la pelle et à la pioche partout où on lui signalait l'existence éventuelle d'une fosse commune clandestine. Mais elle a fait face à "un système judiciaire inepte, qui n'a pas de moyens, pas de perspective de genre et qui n'enquête pas", souligne-t-elle.

Pas moins de 155 femmes ont été tuées en 2023 à Ciudad Juarez, sur une population d'un million et demi d'habitants. Seules 26 d'entre elles ont été victimes de féminicides aux yeux de la justice locale, les autres ayant été considérées comme victimes de "meurtres de femmes sans raison de genre apparente", par des magistrats accusés de vouloir faire baisser une statistique politiquement gênante.

Face à cette négation du phénomène qui perdure dans les rangs de la justice et de la police, Claudia Sheinbaum a promis "un travail d'enquête sur chaque homicide de femme en partant du principe que c'est un féminicide".

À la sortie du bureau de vote, Rosa Maria en appelle à l'empathie de la candidate membre de *Morena*, le parti populiste de gauche du président sortant Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), au pouvoir depuis déjà six ans. Son espoir, au vu de toutes les "promesses non tenues d'AMLO et de *Morena*" en matière de pacification du pays et rétablissement de la justice, est faible mais tenace. "Claudia, n'oublie pas que tu es toi aussi une femme et une mère", implore-t-elle.

Détecter les situations de risque féminicide

Claudia Sheinbaum est physicienne, docteure en ingénierie énergétique et ancienne membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Son mandat en tant que maire de Mexico de



Claudia Sheinbaum, présidente élue

2018 à 2024 a été marqué par une nette réduction des homicides dans la capitale. Mais le nombre de féminicides y a, pour leur part, peu évolué.

Interviewée il y a un mois sur un plateau de *Televisa*, la candidate progressiste a souligné cependant que le taux d'impunité de ces crimes à Mexico est passé de neuf sur dix à un sur deux "grâce à une police et un parquet local mieux financés et mieux formés à l'investigation et à la perspective de genre". "Les femmes sont le plus souvent victimes de violences à la maison, dans le cadre de la famille. C'est là que notre action en tant que gouvernement fédéral doit commencer, par une politique publique de détection des situations de risque féminicide", a-t-elle ajouté.

La candidate de *Morena*, devant les médias, a été d'autant plus forcée de se justifier et de s'engager pour les femmes victimes de violences que son prédécesseur à la tête de l'État fédéral et compagnon de longue date dans le cadre du parti *Morena*, AMLO, a déçu une partie des mouvements féministes et des victimes de la violence de genre.

Selon certaines analyses, les féminicides auraient en effet continué à augmenter sous sa présidence. "Ils n'ont en tout cas certainement pas baissé", assure Yadira Cortés, du mouvement *Red Mesa de Mujeres*.

Voter pour les disparus

Norma Andrade, pour sa part, a préféré voter pour sa fille Lilia Alejandra, brutalement kidnappée et assassinée en 2001, que pour une quelconque personnalité politique en ce dimanche électoral à Ciudad Juarez. Cette mère devenue une militante reconnue, qui a traîné l'État mexicain devant la Cour suprême du pays puis devant la Cour interaméricaine des droits humains (CoIDH) pour les crimes impunis commis contre sa fille, est l'une des meneuses d'un mouvement qui a persuadé près d'un million et demi d'électeurs à travers le pays de "voter pour les disparus".

Pour elle, le mouvement féministe a toujours été "l'épine dans le pied de Sheinbaum", comme en aurait témoigné l'acharnement de l'ex-maire de Mexico à faire retirer un "antimonument" féministe en hommage aux "femmes qui luttent" sur l'avenue Reforma en 2021. "L'État, au Mexique, ne change pas de nature et de priorités structurelles avec l'arrivée d'une personne d'un autre sexe à sa tête", fait-elle savoir.

Clément Detry



Kenya

Speaking tour de deux activistes luttant contre les disparitions forcées

Du 24 au 26 juin 2024, deux activistes du Kenya, Perpetua Kariuki et Bernard Gachie, étaient de visite en Suisse pour une tournée de plaidoyer visant à faire pression sur le gouvernement kenyan pour qu'il ratifie la Convention internationale sur les disparitions forcées.

Perpetua Kariuki est une défenseuse des droits humains de la communauté de Kayole à Nairobi. Elle est la co-fondatrice du Centre de justice communautaire de Kayole, créé en 2018 pour lutter contre les violences policières et les exécutions extrajudiciaires. Elle milite contre la criminalisation des habitant(e)s des quartiers informels et fait partie de la coalition Missing Voices qui vise à mettre fin aux disparitions forcées. Bernard Gachie est un défenseur des droits humains du quartier informel de Koro-gocho à Nairobi. Il possède une vaste expérience et connaissance dans la transformation sociale, la bonne gouvernance, les droits humains et les défis en matière de gouvernance au Kenya. Bernard est le responsable du projet sur les exécutions extrajudiciaires pour PBI-Kenya, qui fait également partie de la coalition Missing Voices.

Appel à l'action lors du Conseil des droits de l'Homme

Lors de leur passage en Suisse, un événement parallèle à la session du Conseil des droits de l'Homme a été organisé afin d'exposer la situation en matière de disparitions forcées au Kenya et d'appeler le gouvernement kenyan à ratifier la Convention internationale sur les disparitions forcées. Aua Baldé, présidente du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, a participé à l'événement et rappelé l'importance de la Convention et a mis en valeur le travail essentiel effectué par Missing Voices pour documenter les cas de disparitions forcées et d'abus policiers au Kenya. Perpetua Kariuki et Bernard Gachie ont ainsi présenté le rapport de Missing Voices qui observe une baisse des cas de disparitions forcées en 2023 par rapport à l'année précédente, en



Les activistes Perpetua Kariuki et Bernard Gachie de passage à Genève

lien avec l'arrivée au pouvoir du président Ruto. Néanmoins, les deux activistes ont exprimé leur préoccupation quant aux récents développements dans le pays.

Répression violente des manifestations au Kenya

En effet, au moment du *speaking tour*, d'importantes manifestations ont eu lieu au Kenya contre un projet de loi des finances impliquant une forte hausse des taxes, notamment sur les produits alimentaires. La police a réprimé ces manifestations de manière violente, en tirant à balles réelles sur la foule et en tuant près de 40 personnes. Au moins 32 cas de disparitions forcées ont également été signalés. Aua Baldé a ainsi souligné : «La protestation actuelle au Kenya montre que les disparitions forcées sont un problème d'actualité. La ratification de la Convention sur les disparitions forcées par le Kenya est le meilleur moyen de prévenir et d'éradiquer les disparitions forcées et de protéger les victimes.»

Article de PBI-Suisse

Les projets de PBI recrutent régulièrement des volontaires

PBI maintient principalement des équipes d'observateurs internationaux en Amérique latine : au Guatemala, au Mexique, au Honduras et en Colombie. Si vous désirez vous engager dans l'une de ces équipes ou avoir des informations en vue d'un engagement éventuel, prenez contact avec l'un de ces projets ou, mieux encore, avec l'antenne belge de PBI, par exemple via notre adresse électronique : info@pbi-belgium.org



Kenia

Lobbytour van Perpetua en Bernard over politiegeweld en Community Social Justice Centers

Van 26 juni tot 1 juli 2024 waren Perpetua Kariuki, ofwel Pesh, en Bernard Gachie in Nederland voor een advocacy tour. Pesh en Bernard zetten zich in voor de bescherming van mensenrechten in de arme buurten (informal settlements) van Nairobi. Zij zijn beiden opgegroeid in een informal settlement waar politiegeweld, verdwijningen en machtsmisbruik van de politie aan de orde van de dag zijn.

Even voorstellen: Perpetua 'Pesh' Kariuki en Bernard Gachie

Pesh groeide op in Kayole, Nairobi. Zij is co-founder van het Kayole Community Justice Center dat zich richt op het monitoren, documenteren en rapporteren van onrecht in de community. Bernard is projectleider bij PBI Kenya en leidt een project genaamd Community Dialogues waarin een brug wordt geslagen tussen de politie, de community en mensenrechtenverdedigers. In dit project worden verschillende betrokkenen bij elkaar gebracht om te luisteren naar elkaar. Dit kan onderling begrip creëren en zo de leefbaarheid in de community verbeteren.

Dag 1: Ontmoeting bij Action Aid Nederland in Amsterdam

Action Aid richt zich op het bestrijden van armoede en onderdrukking wereldwijd. Wij kregen een warm ontvangst en hoewel hun focus in Kenia voornamelijk ligt bij de bescherming van land- en vrouwenrechten, waren er veel overlappende thema's om ideeën over uit te wisselen zoals de politieke situatie in Kenia, demonstratierecht en de uitdagingen voor vrouwelijke mensenrechtenverdedigers.

Dag 2: Podcast opname 'Talking Human Rights' en ontmoeting met Sabine Dwinger en Dr. Naomi van Stapele

In de ochtend hebben Pesh en Bernard de podcast 'Talking Human Rights' opgenomen met host Leens van Kessel. In deze podcast praat Leens met mensenrechtenverdedigers, onderzoekers en anderen in het veld van mensenrechten om hun werk en kennis op een begrijpelijke manier te delen met de luisteraar. Zodra de aflevering online staat, laten wij dat weten op onze socials.

Daarna ontmoetten Pesh en Bernard in Den Haag twee (oude) bekenden: Sabine Dwinger en Dr. Naomi van Stapele. Sabine werkte 7 jaar voor PBI in Kenia.

Naomi heeft ook vele jaren in Kenia gewerkt en spreekt vloeiend Swahili. Het gezamenlijke gastcollege op 1 juli werd voorbereid.

Weekend: ontspanning op het water

Het weekend stond in het teken van ontspanning en verbinding. Op zaterdag zijn Pesh en Bernard samen met collega's van PBI Nederland en Shelter City gast



Perpetua 'Pesh' Kariuki en Bernard Gachie in Nederland

Juan Carlos gaan varen over de Amsterdamse grachten.

Dag 5: in den Haag: Africa-day, Ministerie van Buitenlandse Zaken en Gastcollege in de Haagse Hogeschool

In de ochtend bezochten Pesh en Bernard de Foundation Max van der Stoep (FMS). FMS zet zich in voor democratisering en een eerlijker beleid van Nederland en de EU ten opzichte van ontwikkelings samenwerking. Het bezoek stond in het teken van de Africa day in november, met als thema mensenrechten.

Daarna hadden Pesh en Bernard een afspraak bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken. Het gesprek ging over machtsmisbruik van de politie, verdwijningen, buitengerechtelijke executies en de waarborg van de rechtstaat in Kenia.

Daarnaast hebben Pesh en Bernard een aantal organisaties waaronder de Missing Voices Coalition onder de aandacht gebracht voor potentiële samenwerkingsverbanden. Ten slotte werden er ideeën uitgewisseld over hoe de Nederlandse ambassade in Nairobi opereert en mogelijke verbeteringen volgens Pesh en Bernard.

Het gastcollege 'inclusive participation and human rights' was onderdeel van een summer school voor jongeren uit sociaal-economisch achtergestelde buurten. Iedereen werd uitgenodigd om na te denken over democratie, educatie en mensenrechten.

Het college werd gevormd rondom de drie vragen aan Pesh en Bernard:

1. Kan je de huidige protesten in Kenia beschrijven en waarom deze zo opmerkelijk zijn?
2. Hoe wordt educatie gedefinieerd in Kenia en wat betekent dit in relatie tot inclusieve human rights participatie en social justice bewegingen voor jongeren?
3. Wat zijn de uitdagingen voor jonge demonstranten in de community en wat zijn de uitdagingen voor jou als mensenrechtenverdediger?

Tijdens de advocacy tour hebben Pesh en Bernard met veel enthousiasme hun kennis en ervaringen gedeeld over hun werk. Zij hebben de zichtbaarheid voor hun organisaties vergroot, connecties opgedaan in het internationale werkveld en interessante ideeën uitgewisseld die hopelijk een vervolg krijgen.

Tekst gebaseerd op artikel van PBI Nederland

